



Revue stratégique de l'ARCEP



Consultation publique sur ses priorités de régulation et les nouveaux modes d'intervention à l'heure du numérique

Paris, le 15 décembre 2015

A l'occasion de la publication du rapport d'activité 2014, le 24 juin 2015, l'ARCEP donnait le coup d'envoi de sa revue stratégique : dans le cadre des missions qui lui sont confiées par la loi et par les textes européens, il s'agit pour l'Autorité d'adapter ses priorités, en identifiant les chantiers qui s'inscrivent dans la continuité de son action, ainsi que les nouveaux défis à relever pour accompagner la transformation numérique du pays. C'est aussi l'occasion d'envisager la manière dont le numérique peut aider le régulateur à mieux remplir ses missions, voire transformer ses modes d'intervention.

Les membres du Carrefour de l'Internet des Objets ont été consultés en interne, et transmettent à l'ARCEP un ensemble d'observations et de propositions de fond visant à y contribuer.

En vous en souhaitant une bonne lecture,

Philippe BAILLY

Président du Carrefour de l'Internet des Objets

*Créée le 10 mars 2015, le Carrefour de l'Internet des Objets est une association loi 1901, conçue pour être **une plate-forme d'échange d'informations, de débats et de mises en relation** permettant de tirer pleinement parti du potentiel de ce nouveau marché. Il rassemble à ce jour 45 structures, présentes sur l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur.*



Consultation publique sur ses priorités de régulation et les nouveaux modes d'intervention à l'heure du numérique

Contribution des membres de l'Association Le Carrefour de l'Internet des Objets à la consultation publique de l'ARCEP

Question 1 : Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique.

La Consultation publique conduite par l'ARCEP intervient à un tournant de l'univers numérique, et de sa régulation : alors que la question centrale a été principalement tournée depuis l'instauration d'une régulation sectorielle vers l'allocation du spectre, et vers l'optimisation des dimensions quantitatives d'accès du consommateur final à la ressource (débit, couverture, continuité, conditions tarifaires...), la montée en puissance de l'Internet des Objets conduit à appréhender plus finement la nature des données échangées et à s'interroger sur l'opportunité d'une intervention plus qualitative :

- Équité : dans sa contribution à l'avant projet de loi Pour une République numérique (<http://www.carrefourdelinternetdesobjets.com/articles/Carrefour%20IoT-consultationdesmembres-vdefdurapportderestitution.pdf>), le Carrefour de l'Internet des objets a pris acte de ce que le sujet de la neutralité du net était couvert par le Règlement européen du 25 novembre 2015, et suggéré en conséquence que cette dimension soit exclue du Projet de loi. C'est une option proche qui a été retenue puisque le texte déposé en Conseil des Ministres le 9 décembre se limite pour l'essentiel à y renvoyer.

Le Carrefour de l'Internet des Objets attire au-delà l'attention sur la nécessité de garantir l'équité dans la capacité des structures qui développe une offre de services à accéder au consommateur final, et réciproquement. Compte tenu du rapport de force existant sur le marché, et de la domination d'un nombre limité d'exploitants d'écosystèmes numériques, cette notion plus large suppose de prendre en compte les dimensions technologiques (ouverture des standards), commerciaux (capacité à imposer un partage de la valeur sans possibilité de négociation), de neutralité des algorithmes de recherche... Sur ces aspects, le Carrefour de l'Internet des Objets appelle à une capacité de régulation et/ou médiation complémentaire – et préalable – à l'intervention en contentieux de l'Autorité de la Concurrence,

- Interopérabilité : cet aspect prolonge celui précédemment évoqué. L'Internet des Objets ne se limite plus à un échange de données entre individus (emails, VoIP...) ni à un échange entre l'utilisateur et un serveur (consultation de sites Web...), mais tire largement sa valeur de la relation entre les objets eux-mêmes, et du service que celle-ci permet de procurer au



consommateur final. Indépendamment même de toute considération relative au rapport de force entre les acteurs et à la préservation de la souveraineté numérique, il apparaît donc essentiel que les technologies employées dans les différentes applications ne puissent constituer un obstacle à cette relation. Cette interopérabilité est l'une des conditions de base à l'adoption durable de l'Internet des Objets par le marché, et à ce qu'il puisse prendre toute sa valeur.

De la même façon, les technologies employées sur les réseaux ne doivent pas constituer un élément supplémentaire de fractionnement de l'écosystème. Le Carrefour de l'Internet des Objets est donc particulièrement attentif aux développements engagés sur les réseaux à bas débit et longue portée (Lora, Sigfox, Qowisio...). La promotion de capteurs propriétaires et/ou non compatibles constituerait un frein majeur à la constitution du réseau numérique universel nécessaire pour tirer pleinement parti des potentialités offertes par l'Internet des Objets..

- Sécurité : les services développés dans le cadre de l'Internet des Objets couvrent l'ensemble des champs touchant à la vie privée comme à la marche des entreprises, donc notamment les plus sensibles (santé, par exemple, au niveau individuel ; fonctionnement de l'appareil de production et des grands équipements collectifs, dans le domaine professionnel). La question de la sécurisation des données s'en trouve d'autant plus centrale, et ce à toutes les phases du traitement, du transport et du stockage de ces dernières.
- Respect de la vie privée : si cette dimension recouvre partiellement le sujet de la sécurisation des données, son champ est plus large et s'étend à l'ensemble des exploitations (croisement, traitement, cession...) qui peuvent en être faite.

⇒ **Au vu de ces éléments, le Carrefour de l'Internet des objets salue l'initiative de la réflexion de l'ARCEP concernant l'actualisation de sa réflexion stratégique, et sur le fait d'y avoir associé les acteurs du marché.**

⇒ **Elle souhaite que la vision qui en découlera puisse se traduire par une adaptation des modalités d'intervention de l'Autorité.**



Question 5 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus.

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques?**
- Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?**

Comme rappelé dans le texte de la consultation, la capacité des réseaux à résister à des attaques malveillantes et/ou à des pics de consommation est d'ores et déjà été intégrée parmi les champs sur lesquels s'exerce la régulation.

Compte tenu des domaines de plus en plus essentiels vers lesquels se déploie l'Internet des Objets, tant au niveau de l'individu (santé, surveillance...) que des entreprises et de la collectivité (télémaintenance et maintenance préventive, télémedecine...), continuité du service et intégrité des données transférées et/ou stockées doivent plus que jamais être garantis.

Pour le régulateur, la prise en compte de la *résilience* des réseaux être intégrées en amont dans les procédures d'attribution de la ressource (dispositions du cahier des charges sur les dispositifs de protection et/ou de sauvegarde mis en œuvre...).

On peut envisager également qu'une action de contrôle de la qualité de ces derniers soient mise en œuvre en aval, conduisant ou pas à la publication de nouveaux Observatoire, complétant l'existant qui est plutôt concentré sur la mesure de la connectivité.

Dans la mesure où les réseaux à bas débit / longue portée tels que ceux exploités – hors de toute procédure d'attribution exclusive de ressource – par Lora, Qowisio ou Sigfox semblent promis à un rôle de premier plan dans le déploiement de l'Internet des Objets, il semble essentiel que la *résilience* de ces derniers puisse également être assurée et contrôlée.

D'autre part, il est essentiel d'anticiper une nécessité d'avoir une couverture nationale proche de 100 % d'ici une dizaine d'années pour les réseaux à bas débit / longue portée à l'image de la 2G.

Il est donc important de demander à ces opérateurs qu'ils soient prêts à coopérer et être interopérables d'ici une dizaine d'années afin de fournir une couverture complète nationale à l'image des accords zones blanches pour les opérateurs télécoms.

Néanmoins, ces obligations doivent être suffisamment étalées dans le temps et flexibles afin de permettre aux entreprises et réseaux de s'étendre sans constituer un frein à leur développement.



Question 7 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus.

Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives.

Alors que la trajectoire suivie dans la période précédente a été orientée de façon assez systématique vers l'augmentation des débits disponibles, en fixe comme en mobile, l'Internet des Objets introduit une très forte graduation dans les besoins en ressources.

La démarche de création des « Ateliers entreprises de l'ARCEP » semble à saluer, dès lors qu'elle permettra de dégager une vision partagée de ces besoins.

Le Carrefour ne peut que soutenir, au-delà, les démarches visant à ce que l'ensemble de ces derniers puisse être rempli de façon compétitive, et puisse ainsi soutenir le développement de ces nouveaux services.

Question 8 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus.

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- *Quelle est la place de l'ARCEP dans le développement de l'internet des objets ?***
- *Quels sont les enjeux pour l'ARCEP liés à l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents ?***
- *Quel accompagnement pour les collectivités locales ? Avec quels objectifs ?***
- *Quelles autres principales innovations anticipez-vous ?***
- *Comment faire pour mieux accompagner l'émergence des réseaux de demain nécessaires à la transformation numérique de la France ?***
- *Faut-il veiller à accroître l'accessibilité du patrimoine spectral à un large écosystème ?***

Le Carrefour de l'Internet des Objets partage le constat présenté par l'ARCEP sur la diversité de plus en plus grande des besoins en ressource associés aux développements BtoB ou BtoC qui sont engagés.

Comme indiqué en réponse à la Question 7, il apportera son soutien et sa participation à l'organisation d'un échange permettant à l'ensemble des acteurs du marché d'en dégager une vision commune permettant de soutenir les usages nouveaux.



De même, il considère de façon positive la création d'un cadre d'échanges et de ressources entre acteurs de l'industrie, permettant de mettre en permanence en perspective évolution de l'offre de services connectés et des besoins en ressources permettant de les remplir au mieux, d'une part, solutions de connectivité disponibles et déploiement de technologies nouvelles, de l'autre.

Les collectivités locales quant à elles seront conduites à jouer un rôle de premier plan dans le développement de la « ville intelligente ». L'ARCEP pourra agir en tant que conseil, à leur côté, pour contribuer au choix des solutions les mieux adaptées et pour garantir sur l'ensemble du territoire, en liaison avec les grands opérateurs de services urbain, une cohérence qui prévienne le risque de fractionnement technologique.

Question 14: Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus.

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- ***L'ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l'innovation ?***
- ***Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?***
- ***A quels sujets naissants l'ARCEP devrait-elle s'intéresser ?***
- ***Comment l'ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?***
- ***Quelle devrait être la place de l'expérimentation dans la régulation ?***

Le Carrefour de l'Internet des Objets salue la volonté exprimée par l'ARCEP de « *renforcer (son) ouverture à l'innovation et aux problématiques émergentes* ».

A l'expertise technique déjà développée à l'interne, l'Autorité pourrait développer une mise en regard plus systématique de l'évolution des offres de services innovants, du suivi dynamique des usages ainsi que des équilibres économiques et concurrentiel de cette sphère nouvelle : modèles économiques mis en œuvre, mais aussi analyse de la chaîne de valeur, position des acteurs nationaux, partage de la valeur...